

mélancolie au sujet de la naissance des deux fils du regretté Juge en Chef, qui n'a connu que l'un d'entre eux et pendant peu de temps encore. Au moment où cette biographie était publiée le second de ces enfants, mort à l'âge de un an et vingt jours, était (suivant l'expression de la Bible) réuni à son père.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur la leçon de philosophie religieuse qui ressort de tous ces faits.

Petite Revue Mensuelle.

La capture de Jefferson Davis, que nous avons eu juste le temps d'enregistrer dans notre dernière chronique, a causé en Europe une sensation presque égale à celle de la mort de Lincoln. On est unanime ou à peu près, dans la presse anglaise comme dans la presse française, pour blâmer la proclamation du président Johnson qui stigmatisait Davis et les réfugiés du Canada comme les complices de Booth et les instigateurs de son crime, et on exprime le double espoir que la noble lutte des Confédérés n'aura point été souillée par la participation de ses chefs à cet acte détestable, et que d'un autre côté les Etats-Unis ne glorifieront point leur triomphe par une exécution qu'ils seraient les premiers à décrier si elle avait lieu en Italie ou en Pologne. A ce propos, on rappelle qu'à part tout ce que de semblables actes ont toujours d'impolitique et d'inhumain, lors même qu'ils ne sont pas injustes, l'organisation politique des Etats-Unis laisse à peine le droit de parler de trahison; car un pacte fédéral doit pouvoir, comme tout autre pacte, se rompre dans des circonstances diverses. On dit aussi qu'il serait pour le moins étrange de voir Jefferson Davis subir le sort qui eût été probablement celui de Washington sans les secours de la France. On cite les vers de je ne sais plus quel poète anglais qui dit avec beaucoup d'esprit que la trahison n'a jamais été heureuse, par la raison toute simple que du moment où elle réussit, elle s'appelle d'un tout autre nom.

Et cependant, à cette époque on ne savait point que Davis avait été mis aux fers, et que Lee, avec qui l'on a traité, est ainsi arrêté et devra subir un procès d'État.

La commission militaire qui juge les complices de Booth est sur le point de terminer ses travaux. Le procès a été conduit avec un luxe de mise en scène tout à fait digne d'époques plus anciennes, mais que nous n'oserions désormais appeler barbares, puisqu'elles revivent dans la grande république. Les témoignages qui avaient rapport aux réfugiés subsistés en Canada ont été le texte de vives polémiques dans les journaux, et l'arrestation du Dr. Blackburn, accusé, à Toronto, d'avoir cherché à importer la fièvre jaune dans le Nord, est venue compliquer cette affaire déjà si embrouillée. Le plus singulier épisode est celui du témoignage d'un nommé Conover, qui aurait juré devant la commission militaire qu'il s'était fait connaître en Canada sous le nom de Wallace, et qui a disparu depuis aux Etats-Unis, tandis que Wallace ici nie sous serment tout le témoignage de Conover et jure qu'il n'est point allé à Washington. Maintenant, il y a là un dilemme sans issue. Si Conover n'est pas Wallace, il est un parjure; s'il est Wallace, il se parjure aujourd'hui. Dans les deux cas, sa crédibilité se réduit à néant; et le fait est, peut-être, un des plus curieux qui se soient produits dans les annales des causes célèbres jusqu'à ce jour.

La reddition successive de tous les corps d'armée confédérés, à l'exception de quelques uns de ceux du Texas, la proclamation d'amitié du nouveau président Johnson, les enrôlements pour le Mexique que l'administration paraît bien décidée maintenant à décourager de toutes ses forces, sont les principaux faits qui se soient produits chez nos voisins depuis notre dernière chronique.

En Europe, la France et l'Angleterre ont naturellement éprouvé quelque inquiétude, l'une à propos du Mexique, l'autre à l'égard du Canada; mais ces appréhensions paraissent s'être calmées assez promptement. Il est certain que le nouveau Président a poussé avec une certaine vigueur les demandes d'indemnité qui avaient été déjà adressées à l'Angleterre par son prédécesseur. Les ministres, interpellés, se sont contentés de répondre que l'Angleterre, après avoir fait tout ce qui dépendait d'elle pour empêcher l'armement des corsaires chez elle, ne pouvait se considérer responsable de ce que des vaisseaux construits dans ses chantiers auraient été, à son insu, convertis en corsaires. On ne sait jusqu'à quel point le cabinet américain insistera; mais il est bien des gens qui pensent que M. Johnson n'agit ainsi que pour donner satisfaction à l'amour-propre national, qu'il a lui-même surexcité, et qu'en fin de compte, il ne sera point plus désireux que M. Lincoln de courir l'aventure d'une guerre avec une ou deux des puissances européennes. Les journaux les plus importants des Etats-Unis se prononcent fortement dans ce sens, et, d'un autre côté, la modération de l'opinion publique en Angleterre ne laisse aucun doute.

On y a appris avec une satisfaction universelle que Lord John Russell, considérant la guerre comme terminée, avait retiré aux vaisseaux confédérés les droits de belligérants qu'il leur avait accordés. Les élections qui vont avoir lieu prochainement seront du plus haut intérêt pour le Canada, car elles décideront probablement du plus ou du moins d'aide que la colonie devra recevoir de la Grande-Bretagne pour sa défense. Les ministres canadiens, après avoir eu de nombreuses entrevues avec les chefs du cabinet, sont à la veille de revenir, et, en toute probabilité, ont dû s'embarquer le 17 de ce mois.

L'événement le plus important qui se soit produit en Europe est la rupture qui a éclaté entre l'Empereur et son cousin le prince Napoléon. Il est assez remarquable qu'après un rapprochement dont l'amalgame cousin avait en jusqu'ici tous les profits, cet éclat se soit fait dans une circonstance qui semblait, au contraire, devoir unir plus fortement que jamais les divers membres de la famille impériale.

On a élevé à Ajaccio un monument à la famille Bonaparte. Napoléon fer est représenté à cheval, et ses quatre frères sont debout, aux quatre angles du piédestal; tous ont le costume antique.

L'inauguration de ce monument s'est faite avec la plus grande solennité, et le prince Napoléon a représenté l'Empereur et prononcé un discours de circonstance. Or ce discours n'était autre chose qu'un manifeste démocratique, censurant la politique impériale, surtout au sujet de l'Italie et du Mexique. L'Empereur a adressé à son cousin la lettre suivante, qui, sous la modération du langage, contenait une réprimande si énergique que le prince s'est vu obligé de résigner les charges de confiance qu'il tenait de l'Empereur:

« Je ne puis m'empêcher de vous témoigner la pénible impression que m'a causée la lecture de votre discours à Ajaccio. En vous laissant, pendant mon absence, auprès de l'Impératrice et de mon fils comme vice-président du conseil privé, j'ai voulu vous donner une preuve d'amitié et de confiance, espérant que votre présence, votre conduite et vos discours témoigneraient de l'union existant dans notre famille. Le programme politique que vous placez sous l'égide de l'Empereur ne peut être utile qu'àux ennemis de mon gouvernement, en donnant lieu à des appréciations que je ne saurais admettre. Vous exprimez des sentiments de haine et de rancune qui ne sont plus de notre époque.

« Pour savoir appliquer aux temps actuels les idées de l'Empereur, il faut avoir passé par de rudes épreuves et les responsabilités du pouvoir. D'ailleurs, pouvons-nous réellement, pygmées que nous sommes, apprécier à sa juste valeur la grande figure historique de Napoléon? Comme devant une statue colossale, nous sommes impuissants à en saisir l'ensemble d'un seul coup. Nous ne voyons jamais que le côté qui frappe nos regards. Mais ce qui est clair aux yeux de tout le monde, c'est que, pour prévenir l'anarchie, cette redoutable ennemie de la vraie liberté, l'Empereur avait à établir, dans sa famille d'abord, dans le gouvernement ensuite, cette discipline sévère qui n'admet qu'une volonté, qu'une action. Je ne saurais désormais m'écarter de la même règle de conduite.

Le voyage de l'Empereur en Algérie a été une succession d'ovations; mais en même temps, d'après tout ce que l'on peut voir, c'est une excursion pratique et administrative, qui laissera des traces profondes dans les destinées de cette importante possession.

Dans sa proclamation aux Arabes, Louis Napoléon a quelque peu suivi les errements du premier Bonaparte en leur citant les maximes fatalistes du Coran, pour apaiser leur ressentiment et les résigner à vivre sous le drapeau de la France. Mais il est bien permis de croire que ceux que le fanatisme tient encore disposés à la révolte, goûteraient peu l'interprétation de leurs livres saints faite par le chef des infidèles, et préféreraient les discours des marabouts, qui trouveront facilement dans le Coran de quoi les exciter à la révolte et à un massacre des chrétiens. La colonisation sérieuse, l'évangile prêché plus pour la pacification de l'Algérie que toutes les proclamations du monde.

Un épisode très-singulier du voyage de l'Empereur a montré que même aujourd'hui, il vaut encore mieux savoir se faire craindre des Arabes que de chercher à leur plaire. Il paraît que parcourant le territoire de certaines tribus avec une escorte trop-petite nombreuse, il fut entouré d'un grand nombre de cavaliers parfaitement armés, qui lui demandèrent avec instances la mise en liberté des prisonniers faits il y a quelque temps dans leur voisinage. L'Empereur crut de bonne politique de leur accorder de bonne grâce leur demande, mais parut avec raison mécontent contre les officiers qui l'avaient laissé s'engager aussi imprudemment en pays ennemi.

Le prochain retour de l'Empereur verra probablement le commencement de nouvelles négociations entre les grandes puissances, et même pendant son absence, l'Angleterre et la France ont su se mettre d'accord sur un point important, celui de la conduite à tenir envers les corsaires des ci-devant Etats-confédérés.

Un incident tout-à-fait caractéristique vient de donner au deux nations l'occasion de témoigner de leurs bons sentiments réciproques. La grande course du Derby, en Angleterre, a été gagnée par un cheval français, *Gladstone*, appartenant au comte de Lagrange. Cette circonstance, que les Anglais d'il y a vingt-cinq ans auraient presque considérée comme une calamité nationale, a été, de la part de presque tous les journaux, le sujet de félicitations, et de remarques dictées par un goût exquis; c'était là, il est vrai, une singulière revanche de Waterloo, à quelques jours seulement du cinquantième anniversaire de cette mémorable journée. Il s'est dit, des deux côtés de la Manche, une foule de choses spirituelles et charmantes, qui ne seront senties que de ceux qui comprennent toute l'importance que l'on attache au Derby, non-seulement en Angleterre, mais dans tout le sport européen.

On parle aussi de célébrer le cinquantième anniversaire de la paix qui règne entre les deux puissances, et pendant laquelle elles ont même été fréquemment alliées, et sur les champs de bataille et dans les relations commerciales devenues maintenant très-considérables. Peut-être, cependant,